



SYNDICAT PROFESSIONNEL DES FABRICANTS DE FILS
ET CABLES ELECTRIQUES ET DE COMMUNICATION

Paris, le 5 Octobre 2007

Consultation publique

ARCEP

Autorité de Régulation des
Communications électroniques et des Postes

Mutualisation de la partie terminale des Réseaux de boucle locale Fibre Optique

*

* * *

Réponses du SYCABEL

Question 1 - Estimez-vous nécessaire que la question de la mutualisation des réseaux cuivre et câble coaxial, existant ou en cours de déploiement, soit approfondie ? Si oui, dans quel cadre et avec quel objectif ?

A quelques exceptions près, les câbles cuivre existants (paires symétriques ou coaxiaux) ne permettront pas de garantir un débit de 100 Mbit/s symétrique.

Un réseau optique ou un réseau cuivre à paires symétriques (catégories 5 et supérieures pour des distances inférieures à 100 m) peuvent être mutualisés pour assurer ce service.

Question 2 - La description ci avant corrobore-t-elle vos connaissances en matière de propriété et de capacité de réutilisation des gaines existantes ? Cette situation vous semble-t-elle satisfaisante ? Pensez-vous que les pouvoirs publics devraient prendre des mesures ? Lesquelles, et dans quel cadre juridique ?

Les immeubles postérieurs à 1950 sont en général équipés de colonnes montantes de dimensions suffisantes pour accueillir de nouveaux réseaux. La NF C 14-100 prescrit entre autres la séparation des circuits électriques et de communication dans les colonnes montantes. En cas d'absence de colonnes ou de gaines des solutions telles que passage en façade, sur plinthes, etc ... peuvent être utilisées.

D'autre part, la NF C 15-100 prescrit entre autres dans chaque logement un Tableau de Communication dans une Gaine Technique Logement et un câblage cuivre alimentant les pièces principales (câblage étoile selon UTE C 90483). Pour mémoire, ces deux normes sont rendues obligatoires dans tous les logements neufs par décret depuis 1972.

Il serait cependant opportun de faire évoluer ces normes afin d'établir que les colonnes montantes et gaines techniques précitées répondent bien aux attentes des opérateurs et sont bien incluses dans les chapitres à caractère obligatoire de ces normes (en général seules le sont les prescriptions touchant à la sécurité). Il est à noter que les câbles optiques s'installent aussi facilement que les câbles cuivre. Par ailleurs, ces câbles étant entièrement diélectriques, ils satisfont aisément aux exigences des directives européennes (DBT, DCEM,...). Enfin, un nouveau type de fibre possédant une très bonne tenue à la courbure a été développé spécialement pour les câblages d'intérieur.

Question 4 - La mutualisation de la partie terminale des réseaux fibre en pied d'immeuble sous semble-t-elle être une option pertinente à terme ? Quelles sont les conditions pour qu'une telle modalité de mutualisation soit effective ? Quelles sont les paramètres limites de densité urbaine, de coût d'accès au génie civil existant et de coût d'accès au point de mutualisation en pied d'immeuble qui permettent une telle mutualisation dans des conditions économiques raisonnables pour un opérateur alternatif ?

Pour la partie habitat, la norme française UTE C 90486 définit un câblage « a minima » de la colonne montante permettant à n'importe quel opérateur d'apporter ses services sur le câblage de n'importe quel appartement (UTE C 90483) et ceci indépendamment des technologies employées ou du type de mutualisation choisi (pied d'immeuble, NRO ou plus en amont). Cette norme couvre également les autres cas d'habitats (individuels, isolés ou individuels en lotissement) et pourrait également être étendue aux plans de rénovation des colonnes montantes (pour l'existant ancien).

À noter que la mutualisation en pied d'immeuble jusqu'à l'abonné peut également apporter un plus en permettant l'accueil d'un opérateur « strictement local » (Gestion technique du bâtiment, communication intra bâtiment, alarme, vidéo-portier, ...).

Question 16 - Les cinq sujets listes ci avant vous semblent-ils devoir être normalisés ? Existe-t-il d'autres besoins ? La proposition de groupe de travail sous l'égide de l'Autorité vous semble-t-elle pertinente ?

Un support normatif pour d'une part, les composants utilisés et, d'autre part, les conditions de réalisation des réseaux est indispensable. Cela doit se faire dans les instances de normalisation compétentes respectivement dans ces différents domaines à savoir l'AFNOR et l'UTE en France.

Les caractéristiques des fibres optiques et des connecteurs associés sont déjà du domaine de compétence de l'UTE.

Des travaux sont également en cours à l'UTE pour définir la colonne montante (guide UTE 90486 en cours d'élaboration), travaux qui font suite à la publication d'un guide sur le câblage résidentiel UTE 90483. Ces guides ont pour objectif principal de décrire les structures de câblage pour garantir une distribution du haut débit, identifier les composants satisfaisant les exigences décrites, préciser les modes d'installation et préconiser les tests pouvant être réalisés sur l'installation et ceci en adéquation avec la mutualisation de l'infrastructure et une qualité d'installation permettant de supporter à priori les services et matériels des différents opérateurs. Il est ainsi préconisé, en particulier, d'amener 2 fibres optiques entre le pied d'immeuble et chaque appartement.

La proposition de créer un groupe de travail est intéressante pour identifier les différents thèmes qui ne seraient pas pris en compte ou traités dans le cadre des documents en cours de préparation ; cela constituerait une excellente plate-forme pour améliorer de façon collaborative leur contenu.

Certains opérateurs sont déjà présents dans les différents comités statuant soit sur les performances des composants (fibres, câbles, connecteurs), soit sur les installations de communication.

Les travaux menés en France ont été mis en avant au CENELEC comme document de travail pour faire avancer la normalisation sur les thèmes cités précédemment et ont reçu un écho tout à fait favorable à ce jour ; il est important que l'expérience acquise en France dans ce domaine puisse être capitalisée au niveau de l'Europe et que le modèle qui sera retenu dans le futur soit bien connu et maîtrisé par l'ensemble de la filière pour leur permettre de se positionner sur d'autres marchés que le seul marché hexagonal.

La qualité du service vendu par les opérateurs est étroitement liée à la qualité des installations qui seront mises à leur disposition ; derrière la mutualisation des réseaux optiques, à l'intérieur même des immeubles, se cache la notion d'interopérabilité de ces réseaux ; ce paramètre est pris en compte au niveau des couches physiques et retranscrit en exigences particulières dans les différents documents normatifs existants ou en cours d'élaboration. Il apparaît alors souhaitable que les règles édictées soient mises en œuvre de façon systématique via la réglementation à chaque fois qu'il s'agit de construire un immeuble neuf ou d'installer un nouveau câblage dans un immeuble existant.

Question 17 - Estimez-vous que les offres de mutualisation des acteurs doivent être soumises à une régulation des pouvoirs publics ? Si oui, quel schéma incitatif, réglementaire ou législatif vous semblerait le plus adapté ?

Le SYCABEL est favorable à la mise en place d'une régulation faisant référence aux normes existantes. Un décret rendant obligatoire l'application des documents normatifs dans ce domaine nous semble nécessaire.